

+33 (0)4 67 15 84 24

+33 (0)6 18 51 95 71

[Christian.Lagarde@univ-montp1.fr](mailto:Christian.Lagarde@univ-montp1.fr)

N/Réf. CL/CA

**Le Doyen**

**CONSEIL de la FACULTE  
des SCIENCES ECONOMIQUES  
Procès-verbal de la séance du 28 avril 2008**

**32 présents ou représentés sur 39 membres en exercice**

**Étaient présents ou représentés :**

M. GASSOT(®) (M. BARANES), M. BOISSON, M. GARRABE (®) (M. DUMAS), M. PERCEBOIS, M. BARRERE, M. THERON(®) & M. SOL J.L. (®) (Mme CLEMENT) , M. DAURES, M. BISMUT(®)(M. LAGARDE), M. SERRA(®)& M. ANDRE(®) (M. MIRABEL), M. DELANDE (®) (M. POUDOU), M. SALA, Mme WALLISER, Mme ASCENCIO-SERVENT(®) (Mme TAIEB), M. AUGÉ, M. BIZID, M. CARERRAS, Mlle MAJUREL, Mlle PEDEMAY, M. BIASSETTI, M. HEBRARD, M. MORALES, Mme COLLERAIS, M. SANCHO .

**Assistait au Conseil :** Mme Joëlle RIGAL responsable administratif

**Ordre du jour**

- 1 – Installation des nouveaux membres du Conseil
- 2 – Appel à modification de l'ordre du jour
- 3 – Appel à questions diverses
- 4 – Approbation du Procès Verbal de la séance du 10 décembre 2007
- 5 – Calendrier 2008/2009
- 6 – Poste de Laurent LINNEMER
- 7 – Convention bornes Internet

**Formation restreinte aux enseignants-chercheur et aux enseignants**

- 1 – La procédure de répartition des cours

La séance est ouverte à 17 H 10

### **Point 1 de l'ordre du jour : Installation des nouveaux membres du Conseil.**

M. LAGARDE accueille les nouveaux élus à la suite du vote du 19 février 2008. Il leur donne la parole pour une rapide présentation. Il les félicite pour leur élection et se réjouit de leur participation aux travaux du Conseil. M. LAGARDE lit la lettre de M. NOGUES, membre du Conseil en tant que personne qualifiée, expliquant les raisons qui le conduisent à démissionner du Conseil. Le Conseil prend acte de cette démission.

### **Point 2 de l'ordre du jour : Approbation du Procès Verbal de la séance du 10 décembre 2007.**

Aucune demande de modification n'ayant été formulée, le Procès Verbal de la séance du 10 décembre 2007 est soumis au vote. Il est adopté à **l'unanimité moins une abstention**.

### **Point 3 de l'ordre du jour : Calendrier 2008 – 2009.**

M. LAGARDE présente le calendrier 2008 – 2009. Il indique que la rentrée est fixée au 8 septembre, et que cela permet d'inclure une semaine de battement. Mais si les membres du Conseil le souhaitent, il est possible de rentrer une semaine plus tard en supprimant la semaine de battement.

Dans son ensemble, le Conseil préfère conserver la semaine de battement.

M. DUMAS fait remarquer que, cette année, les dernières délibérations ont lieu le 17 juillet. Il semble à M. DUMAS que des délais de correction plus appropriés devraient permettre de terminer toutes les délibérations avant le 14 juillet.

M. LAGARDE demande à Mme TAIEB si cela lui semble possible. Mme TAIEB répond qu'il existe une marge de manœuvre qui, grâce à un raccourcissement raisonnable des délais de correction, permettra de terminer toutes les délibérations avant le 14 juillet.

Le calendrier, ainsi que le principe de terminer les délibérations avant le 14 juillet, sont soumis aux membres du Conseil.

Le calendrier 2008 - 2009 est approuvé à **l'unanimité**.

### **Point 4 de l'ordre du jour : Poste de M. LINNEMER.**

M. LINNEMER a obtenu le renouvellement de son détachement au CREST et au GENES (INSEE) pour une durée de 5 ans.

M. LAGARDE propose que, pour l'année 2008 – 2009, le poste de M. LINNEMER serve de support d'ATER. M. BOISSON propose d'utiliser ce poste comme support pour un professeur invité (par exemple pour une durée de 6 mois), cela permettrait de proposer aux étudiants des cours en anglais.

M. PERCEBOIS insiste sur l'utilité d'un poste d'ATER.

M. MORALES indique qu'il ne lui semble pas qu'une politique de long terme existe au niveau des cours en anglais. Il lui semble qu'un professeur comme M. BISMUT pourrait faire ses cours en anglais.

M. LAGARDE rappelle que la loi impose que les cours (hormis les cours de langues) soient effectués en français (ou tout au moins doublés par des cours en français, s'ils sont effectués dans une autre langue).

La proposition d'utiliser le poste de M. LINNEMER comme support d'ATER pour 2008 - 2009 est adoptée à **l'unanimité**.

## Point 5 de l'ordre du jour : Convention bornes informatique

M. LAGARDE présente la convention qui servira de cadre pour les conventions particulières qui seront établies avec les entreprises à l'occasion du financement des bornes informatique.

M. BIASETTI demande s'il ne serait pas possible d'installer une borne Wifi dans la salle C016, qui pourrait servir de salle de travail aux étudiants.

M. LAGARDE répond qu'il est déjà possible de travailler en Wifi dans la salle C015, plus généralement le Wifi est disponible aux étages 2, 3 et 4. Néanmoins l'implantation de davantage de bornes Wifi va être étudiée.

M. POUDOU fait remarquer que l'article 6 stipule que la Faculté des Sciences Economiques assurera la maintenance de la borne. M. POUDOU préconise que ce soit plutôt la DSI.

Le projet de convention amendé est soumis au vote du Conseil ; il est adopté à **l'unanimité moins une abstention**.

## Questions diverses.

M. BIASETTI présente un questionnaire d'évaluation des enseignements et propose de le soumettre aux étudiants de L1, L2, L3.

M. LAGARDE fait remarquer que les étudiants peuvent utiliser des questionnaires d'évaluation sans l'accord du Conseil.

M. BIASETTI souligne que, par courtoisie, il a voulu en informer le Conseil.

Une discussion technique s'engage avec M. DAURES et M. SALA, au terme de laquelle il apparaît qu'il sera possible d'améliorer le questionnaire et le rendre plus fiable. Pour cette année, il s'agira d'une expérimentation.

M. MORALES demande s'il est possible de mettre en place un tri sélectif pour les poubelles du GIDE . M. LAGARDE répond que cela ne dépend pas de l'Université, la cafétéria étant locataire. C'est un problème à régler avec la municipalité. M. POUDOU indique que ce problème pourrait concerner le Schyse.

Un débat s'instaure autour de l'ouverture de la mobilité Erasmus au L2.

M. BOISSON est favorable à cette possibilité, qui permettrait d'augmenter le nombre de partants.

M. DUMAS souligne que ces étudiants sont trop jeunes, manquent de maturité ; il est favorable à ne pas permettre d'échange Erasmus avant le L3.

Mme CLEMENT indique que la mobilité étudiante est insuffisante, elle déplore le très faible nombre de candidats au départ cette année.

Mle PEDEMAY explique qu'il y a une autocensure des étudiants ; Mme CLEMENT s'interroge sur les raisons de cette autocensure.

M. BIZID pose le problème des vols de vélo, il signale qu'un étudiant s'est déjà fait voler deux fois son vélo.

M. LAGARDE souligne que les vols ont lieu sur le domaine public. Il n'est pas possible pour la Faculté d'intervenir sur le domaine public. Il est par ailleurs difficile d'installer des garages à vélo dans le patio pour des raisons de sécurité (évacuation en cas d'incendie).

L'ordre du jour de la formation plénière étant épuisé, la séance est levée à 15 H 10.

La formation restreinte aux enseignants chercheur commence à 15 h 15.

M. LAGARDE lit l'e-mail que M. WILLINGER lui a fait parvenir. M. LAGARDE souligne la différence entre la première demande de Marc WILLINGER, qui portait sur les règles d'attribution des cours, et la deuxième, qui ressort du deuxième e-mail, et qui demande le cours d'économie de l'environnement.

M. LAGARDE souligne que la procédure de répartition des cours obéit à un droit coutumier, dont l'une des conséquences est qu'on ne dessaisit pas un collègue d'un cours contre son gré.

En l'absence d'établissement d'autres règles, M. LAGARDE ne voit pas comment affecter le cours d'Economie de l'Environnement à M. WILLINGER, alors que ce cours est actuellement affecté à M. WANKO.

M. DUMAS rappelle que les changements d'affectation de cours doivent obéir à une règle de courtoisie, et que cela interdit que l'on s'empare du cours d'un collègue contre son gré.

M. PERCEBOIS indique que M. DESTANNE de BERNIS avait essayé d'instaurer un principe de tourniquet à Grenoble et que le résultat avait été que chacun s'était retrouvé sur les cours où il était le moins compétent.

M. LAGARDE demande aux membres du Conseil s'ils ont une règle à proposer en remplacement de l'actuel droit coutumier.

Devant l'absence de proposition, M. LAGARDE indique que le droit coutumier reste en vigueur pour la prochaine affectation des services.

M. LAGARDE souligne qu'il soumettra au Conseil toute proposition sérieuse de procédure de répartition des cours. Il précise qu'une proposition sérieuse est un ensemble articulé et complet de règles, accompagné de simulation qui permettent d'en connaître les conséquences à moyen et long terme.

A 16 H 45 l'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.